

La démocratie et l'indépendance

Mesamarat al-Gayb, 2 septembre 1945

Lorsque la Grande-Bretagne promulgua la Déclaration de février 1922, y reconnaissant l'indépendance de l'Égypte, tout en réservant les quatre questions qui devaient être réglées par des négociations libres, lord Curzon, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, câbla au président du Conseil égyptien, feu 'Abd al-Khaliq Sarwat Pacha, pour le féliciter de l'indépendance complète que l'Égypte venait d'obtenir.

Les Égyptiens rirent, à l'époque, de cette même indépendance « complète », bornée de toutes parts par quatre réserves — bien que leur propre rire variât, alors, entre l'ouvert et le dissimulé, l'étouffé et l'éclatant, selon leur propre position à l'égard du gouvernement égyptien de cette époque. L'opposition, qui formait la grande majorité du peuple, riait fort et largement ; les partisans du gouvernement, une réelle minorité, riaient d'un rire contenu et étouffé.

Ce qui ne fait absolument aucun doute, c'est que lord Curzon lui-même sourit en envoyant ce même message, et que Sarwat Pacha lui-même sourit en le recevant. Nul ne croyait véritablement que la Déclaration de février avait rendu à l'Égypte son indépendance complète — les partisans de cette Déclaration y voyaient un pas vers l'indépendance, tandis que ses adversaires y voyaient une pure moquerie de l'intelligence des hommes, et les deux camps, partisans comme adversaires, avaient également raison dans ce qu'ils croyaient.

La Déclaration de février permit bien à l'Égypte de rédiger sa propre constitution, de fonder sa propre politique intérieure sur un ordre démocratique, raisonnable du moins sur le papier. Elle permit à l'Égypte de rétablir son propre ministère des Affaires étrangères, d'établir sa propre représentation politique et consulaire, et d'envoyer des ministres plénipotentiaires dans les grandes capitales. Tout cela constituait un réel progrès vers l'indépendance — mais la Déclaration de février fut, en même temps, une forme de distraction et d'apaisement pour le peuple, une tentative d'adoucir la force du mouvement national, et de ramener les Égyptiens à une certaine mesure de calme purement temporaire. Si tout cela prouve quelque chose, c'est bien que le mot « indépendance » compte parmi ces mots véritablement élastiques qui s'allongent et se raccourcissent, s'élargissent et se resserrent, exactement selon les

besoins des circonstances.

Nous avons connu autrefois, avant l'abolition du protectorat, et après la Déclaration du 28 février [1922], plusieurs sortes différentes d'indépendance : nous avons eu l'indépendance « complète », nous avons eu l'indépendance « totale », nous avons eu l'indépendance « véritable », l'indépendance « authentique », et l'indépendance qui ne souffre « aucun doute » ! Et nous trouvions, pour chacune de ces variétés, ses propres limites et ses propres définitions, censées démontrer qu'il s'agissait exactement de l'indépendance réalisant nos propres espoirs, celle qui élèverait la tête de l'Égypte bien haut parmi les nations, lui garantissant la place qui lui revenait sous le soleil, comme on le disait en ces jours mêmes — jusqu'à ce que toute l'affaire finît par l'abandon de ces mêmes mots, et par la conviction que les peuples véritablement dignes ne se laissent jamais tromper par de simples mots, mais fondent leurs propres affaires sur des faits tangibles et établis.

Il apparaît que ce même genre de doute sur le sens du mot « indépendance », cette même hésitation quant à la manière dont il s'allonge ou se raccourcit, s'élargit ou se resserre, ne se limite nullement à l'Égypte — c'est une chose véritablement répandue sur toute la terre, vraie de toutes les nations à la fois. L'indépendance, en son sens précis, est une image purement imaginaire qu'un écrivain peut réaliser en lui-même, mais à laquelle il ne peut jamais donner d'exemple extérieur, susceptible d'être vu ou perçu — la nature même de la vie entre les communautés, exactement comme la nature de la vie entre les individus, repose sur la solidarité et la coopération, sur le besoin des hommes les uns des autres, sur la dépendance des hommes les uns envers les autres.

Tout comme vous ne pouvez concevoir un seul individu, parmi les individus d'un peuple donné, qui se serait rendu entièrement indépendant de tous les autres, gérant seul et entièrement ses propres affaires, n'ayant besoin de personne, n'attendant l'aide de personne, tandis que tous les autres ont besoin de lui, et cherchent auprès de lui de l'aide — de même ne pouvez-vous jamais concevoir un seul peuple capable de se passer entièrement de tout lien avec les autres, et de toute dépendance envers eux, pour satisfaire ses propres besoins divers, et réaliser ses propres desseins innombrables.

Plus la civilisation avance, plus elle se complexifie, plus les intérêts des hommes s'enchevêtrent et se confondent, plus il devient difficile pour un citoyen de se passer de ses propres concitoyens, ou pour un peuple de

se passer des autres peuples. Et plus la civilisation avance, plus les communications se facilitent, plus les patries se rapprochent les unes des autres, plus les distances de temps et d'espace entre les nations s'effacent — si bien que l'indépendance devient toujours plus difficile, toujours plus véritablement inatteignable. Le moindre regard porté sur la vie mondiale, juste avant cette dernière guerre, tout au long de celle-ci, et après sa propre conclusion, le démontre avec une clarté qui n'admet ni doute ni contestation : la guerre éclate entre l'Allemagne et la Pologne, et la France et la Grande-Bretagne s'y précipitent ; puis l'Italie s'y précipite ; puis la Russie s'y précipite ; puis le Japon et les États-Unis s'y précipitent — jusqu'à ce que la terre entière devienne un seul champ de bataille, les belligérants se moquant de ces quelques nations qui s'accrochaient, ou prétendaient vouloir s'accrocher, à la neutralité.

Il n'existait, en vérité, aucune nation véritablement neutre — et nous ne ferions que jouer avec notre propre esprit, nous tromper nous-mêmes d'une tromperie dont nul enfant ne devrait être dupe, si nous imaginions que la Turquie, par exemple, était neutre, ou que l'Espagne était neutre. Quant à la neutralité de l'Égypte, elle ressemblait exactement à l'indépendance — « complète », « totale », « véritable », ou « hors de tout doute ». La vérité est que tous les peuples de la terre furent directement affectés par la guerre, y prenant part à des degrés divers, quoi qu'on ait pu dire de la neutralité, et de la position des nations non belligérantes, et tout le reste de cet abondant discours que nous lisions, et sur lequel nous échafaudions théories et principes, sans jamais véritablement y croire, entre nous — y procédant, plutôt, exactement comme des enfants raisonnables procèdent dans leurs propres jeux, ou comme des acteurs habiles procèdent dans leur propre art sur la scène du théâtre.

Puis la guerre s'achève, et le monde accueille une paix véritablement incertaine — et voici que tout peuple se met à songer à sa propre indépendance, se prépare à ce que l'on appelle l'autodétermination, tandis que les querelles se ravivent, nouvelles ou anciennes, entre les grandes puissances victorieuses elles-mêmes, et se ravivent, nouvelles ou anciennes, entre ces mêmes grandes puissances et d'autres États, les uns petits, les autres plus petits encore. Tous ces mêmes problèmes et ces mêmes querelles se ravivent, bien entendu, autour de ces deux choses mêmes : l'indépendance, et l'autodétermination. J'ignore lequel des écrivains français a dit un jour : combien de fois les hommes se battent, et s'entretuent, simplement parce qu'ils échangent entre eux des mots dont ils ne s'accordent jamais sur le

sens — s'ils s'étaient seulement accordés sur ces mêmes sens, ils auraient déposé les armes qu'ils tenaient, et se seraient embrassés comme s'embrassent les amants, non comme s'embrassent les ennemis.

J'aimerais donc que nous examinions, à titre d'exemple, jusqu'à quel point on pourrait véritablement dire que la Grande-Bretagne jouit d'une indépendance précise et véritable, hors de tout doute ou contestation. Pendant la guerre elle-même, la Grande-Bretagne ne jouissait nullement d'une telle indépendance, pure de toute tache — elle se trouvait contrainte d'aligner sa propre politique sur celle de ses propres alliés et soutiens, tout écart en la matière lui aurait coûté la guerre. Elle n'était donc pas indépendante à l'égard de la Russie, ni à l'égard des États-Unis d'Amérique — elle n'était même pas indépendante à l'égard de l'Égypte : si l'Égypte l'avait voulu, elle aurait pu tout gâcher pour la Grande-Bretagne et ses propres alliés, les exposant au risque même de la défaite. La Grande-Bretagne se trouvait donc sans autre choix que de ménager l'Égypte, de la traiter avec douceur, de l'apaiser par des sourires, de la séduire par des promesses, et de presser ses propres alliés de traiter l'Égypte avec exactement la même douceur, le même charme, la même séduction.

La Grande-Bretagne triompha bien, et ses propres alliés triomphèrent avec elle, et la Grande-Bretagne accomplit ce même geste capital démontrant sa propre indépendance hors de tout doute — se libérant des conservateurs, remettant les rênes du pouvoir aux travaillistes, montrant que son propre peuple peut vouloir quelque chose, et l'obtenir exactement. Mais elle ne jouit pas encore, pour autant, de cette même indépendance complète et précise que je viens de décrire, et la preuve en est sa propre inquiétude véritable lorsque les États-Unis annulèrent l'accord de prêt-bail, et dans ses propres manœuvres et négociations actuelles, sa propre conciliation et sa propre douce persuasion, ses propres avertissements et ses propres menaces, tout cela visant à obtenir des États-Unis quelque chose venant remplacer ce même accord.

Les conservateurs, à la fin de la guerre, avaient retrouvé leur propre arrogance d'antan, et se mirent à regarder les petites nations d'un œil chargé d'un réel dédain ; se mirent à oublier, et à feindre d'oublier, leurs propres promesses séduisantes, et leur propre douceur, autrefois plus légère que la brise elle-même ; se mirent à ne plus hésiter du tout à enseigner aux Grecs, aux Belges et aux Italiens comment maintenir l'ordre, et à signaler à d'autres encore que l'homme véritablement sage et

avisé est celui qui sait tirer profit de ce qu'il voit et entend, tout en se tenant bien à l'écart du danger. Puis les travaillistes vinrent après eux, et les mots s'adoucirent, des sourires se dessinèrent sur les lèvres, un certain charme et une certaine grâce se répandirent sur ces mêmes lèvres — mais les « faits » sous-jacents, eux, ne changèrent pas.

La politique de coalition en Grèce, et ailleurs encore, demeure fermement en place ; M. Anthony Eden, le conservateur, félicite M. Bevin, le socialiste, de son propre jugement avisé en ces matières — et pourtant la Russie regarde vers les Balkans d'un œil chargé d'une réelle ambiguïté, et d'une réelle ruse, tandis que les États-Unis annulent l'accord de prêt-bail, et que conservateurs comme travaillistes se retrouvent tous à rappeler que la Grande-Bretagne est indépendante, sans nul doute ; grande, sans nul doute ; forte, sans nul doute — mais demeure, malgré tout cela, et précisément à cause de tout cela, contrainte d'aligner sa propre politique sur celle de ses propres alliés, grands et petits à la fois.

Les dépêches nous rapportent également ce que dit tel ou tel écrivain anglais — que la Grande-Bretagne a besoin de l'aide de ses propres amis de la zone sterling, tout au long de cette crise même qu'elle traverse, et qu'elle n'oubliera jamais, aux jours de prospérité, ceux qui l'ont aidée aux jours d'épreuve — exactement ce qu'elle disait tout au long de la guerre elle-même. Ce qui importe n'est pas de savoir si elle a tenu, ou trahi, ces mêmes promesses — ce qui importe, c'est que, malgré toute sa propre grandeur et sa propre force, malgré l'étendue de sa propre autorité, l'ampleur de son propre empire, et son propre triomphe dans cette grande victoire, elle jouit encore d'une indépendance qui, si immense soit-elle, demeure bornée par l'aide de ses propres amis et alliés en matière de paix, exactement comme elle fut autrefois bornée par leur propre aide en matière de guerre.

Dites de même de la Russie et de l'Amérique, et dites plus encore de la France et de la Chine. La France est indépendante, sans nul doute, mais sa propre indépendance demeure bornée par l'aide qu'on lui accorde pour réparer ce que la guerre a ruiné de ses propres affaires, pour restaurer une certaine mesure de prospérité modeste à son propre peuple, et pour lui permettre de conserver son propre empire — et elle se trouve, malgré tout cela, tout aussi dans le besoin de ses propres alliés que ses propres alliés sont dans le besoin d'elle. La Grande-Bretagne n'a aucun moyen de conserver sa propre place en Europe, sinon que la France l'y aide ; ni la Russie n'a aucun moyen de conserver sa propre

place en Europe, sinon que la France l'y aide également.

La France, donc, se tient indépendante et pourtant dans le besoin, exactement comme la Grande-Bretagne et la Russie se tiennent indépendantes et pourtant dans le besoin. Les États-Unis eux-mêmes ne pourront jamais poursuivre leur propre politique à l'Est et à l'Ouest, ni répandre leur propre commerce à l'Est et à l'Ouest, sans trouver, parmi leurs propres alliés et amis, une aide réelle en ce sens. Quant à la Chine, son propre cas se révèle plus significatif encore : elle doit satisfaire la Russie, doit satisfaire les États-Unis, doit satisfaire la Grande-Bretagne, doit ménager la France — et demeure, malgré tout cela, indépendante, l'une même des grandes puissances qui dirigent les affaires du monde entier, à l'Est comme à l'Ouest !

Laissez de côté ces grandes puissances, alors, et vous trouverez d'autres États, vaincus, dont la propre indépendance a été suspendue, temporairement, et d'autres nations encore, libérées et victorieuses, dont la propre indépendance frise le véritablement comique : les États des Balkans, par exemple, se tiennent indépendants, aucun doute là-dessus — mais la Russie en occupe certains, et intervient dans leurs propres affaires particulières, puisque c'est elle qui les a libérés ; et la Grande-Bretagne en occupe d'autres, et intervient dans leurs propres affaires particulières également, puisque c'est elle qui les a libérés. Le plus amusant en tout cela, c'est que les Britanniques et les Américains reprochent à la Russie son ingérence dans les affaires de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Pologne, tandis que la Russie reproche aux Britanniques leur ingérence dans les affaires de la Grèce. Les uns estiment que l'ingérence russe ruine l'indépendance des pays libérés ; les autres estiment que l'ingérence britannique fait de l'indépendance grecque une pure absurdité.

Vous trouverez, au-delà de tout cela, d'autres nations qui n'ont jamais été libérées du tout, puisque l'ennemi ne les a jamais occupées ni conquises — occupées, plutôt, par les Alliés eux-mêmes, pour exécuter leurs propres plans de guerre ; et une fois la guerre ayant déposé son propre fardeau, la poursuite de cette même occupation, plus ou moins longtemps, devint chose véritablement nécessaire pour garantir l'indépendance dont ces mêmes nations avaient besoin. L'Iran, par exemple, est indépendant — mais les Alliés doivent y demeurer quelque temps encore, afin que sa propre indépendance soit établie sur une base véritablement solide.

Quant au Proche-Orient arabe, son propre récit se révèle plus véritablement compliqué que tout cela — et la chose claire et évidente est que le mot même d'« indépendance » a perdu son propre sens, une perte presque totale, et que, chaque fois que nous parlons aujourd'hui de démocratie et d'indépendance, nous parlons de deux vieux mots qui signifiaient jadis certaines choses, au début de ce siècle, mais que les épreuves de ces deux guerres ont vidés de leur propre sens, les transformant en deux mots ne signifiant plus rien, sinon ce que les hommes d'État des grandes puissances veulent bien qu'ils signifient.

La démocratie, telle que la veulent les Britanniques, porte un sens que seuls les Britanniques eux-mêmes trouvent acceptable ; telle que la veulent les Américains, elle porte son propre sens américain, exactement comme elle porte, en Russie, son propre sens russe. Les autres nations, quant à elles, n'ont aucun véritable choix entre l'un ou l'autre sens — elles doivent simplement accepter le sens que les circonstances leur imposent, selon la volonté des Britanniques, des Américains, ou des Russes. Que toute nation prétende avoir sa propre vision particulière de la démocratie et de l'indépendance, et vouloir réaliser ce même sens exactement comme elle le conçoit elle-même, plutôt que comme le conçoit telle ou telle puissance, et il lui faudra se rappeler que les épées ne sont pas encore rengainées, et que la bombe atomique n'a été découverte qu'il y a quelques semaines.

Voilà donc la démocratie à laquelle a fini par aboutir la Seconde Guerre mondiale, et voilà l'indépendance que l'on veut ériger en fondement du monde nouveau. Mais il demeure le droit propre de tous les peuples de ne jamais faiblir, ne jamais fléchir, ne jamais désespérer — car la guerre s'est achevée, mais la paix n'est pas encore établie ; le monde demeure, plutôt, dans une crise semblable à celle d'un malade dont la fièvre vient de tomber, mais qui n'a pas encore recouvré sa propre force. Cette même crise se dissipera un jour ; le monde malade recouvrera sa propre force un jour ; le tempérament de l'humanité s'apaisera, demain, ou après-demain — et alors seulement pourrons-nous véritablement rechercher le sens précis que signifient véritablement le mot « démocratie », et le mot « indépendance ».